

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 809^e
SÉANCE

Jeudi 18 octobre 1962,
à 10 h 40

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour:

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite]

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)
Développement économique des pays sous-développés (suite):

a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;

b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale;

c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation;

d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général;

e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général;

f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (suite)

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (suite)

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (suite)

Discussion générale (suite) 93

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINTS 12, 34, 35, 36, 37, 39 ET 84 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/5203] (suite)

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/5194, E/3613, E/3613/Add.1, E/3613/Add.2 et 3, E/3658, E/3664, E/3674) [suite]

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

Page

a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (A/5195);

b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale (E/3654);

c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1);

d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général (E/3628, E/3629, E/3661, E/3668);

e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (E/3603);

f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5196, E/3643)

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221, A/C.2/L.645, E/3631 et Add.1 à 4) [suite]

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5221, E/3447, E/3644, E/CN.13/43, E/CN.13/45) [suite]

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à 1179, E/SR.1181) [suite]

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) [suite]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. TOMEH (Syrie) estime que la question la plus importante dont la Commission soit saisie est celle du développement économique des pays sous-développés. Elle se présente actuellement sous de nouveaux aspects et prend un caractère d'urgence de plus en plus marqué.

2. On sait que l'instabilité politique et les troubles sociaux sont dus dans bien des cas au retard de l'économie et à la lenteur des progrès réalisés. Avec les techniques modernes, les peuples ne sont plus isolés et sont au courant de ce qui se passe dans le monde. Comme il est impossible d'ignorer leurs revendications, la communauté mondiale doit veiller, dans le cadre des Nations Unies, à ce que ces changements se produisent de façon ordonnée et productive. C'est seulement lorsque l'homme acquiert le respect de soi et la dignité grâce à de meilleures conditions de vie qu'il peut mettre son énergie et son génie au service de l'humanité.

3. Si les experts ne sont pas toujours d'accord sur les meilleures méthodes à employer pour résoudre les

problèmes du développement économique, il ne semble y avoir aucun désaccord important en ce qui concerne les problèmes qui se posent et les principes à appliquer. Pour les pays en voie de développement, les principaux problèmes sont les suivants: la présence de vastes réservoirs de ressources humaines inutilisées en raison du faible développement de l'économie nationale; l'existence de ressources naturelles inexploitées faute de connaissances techniques, de capitaux et de marchés; le manque de stabilité de la production agricole; les restrictions imposées à la production du fait de l'étroitesse du marché national et de l'insuffisance de la demande sur le marché international; le triste héritage du colonialisme; enfin, la détérioration constante des termes de l'échange.

4. Les pays en voie de développement sont dans l'impossibilité de résoudre par eux-mêmes ces problèmes qui résultent de facteurs échappant à leur contrôle et de l'action ou de l'inaction d'autres membres de la communauté internationale. Beaucoup ont fait des efforts héroïques pour améliorer leur situation, mais n'ont pu exécuter leurs plans de développement par suite de la diminution de leurs recettes d'exportation. La communauté internationale ne peut tolérer cet état de choses déplorable et les pays industrialisés doivent prendre des mesures pour y remédier et en atténuer les effets sur les économies en voie de développement.

5. Au cours des 10 années passées, les pays du Moyen-Orient ont réussi à progresser malgré les difficultés et les échecs. Le Secrétariat mérite d'être félicité pour son étude intitulée L'évolution économique au Moyen-Orient 1959-1961^{1/}, et cela d'autant plus que la Section des études sur le Moyen-Orient du Département des affaires économiques et sociales a été privée d'une partie de son personnel. D'après ce rapport, l'économie de la plupart des pays du Moyen-Orient continue, malgré les progrès accomplis, à avoir un caractère essentiellement agraire. La pénurie de terres arables et l'insuffisance des ressources en eau font obstacle au développement économique et entrave l'exécution des programmes de développement. Depuis 1958, l'insuffisance de la production agricole et la détérioration des termes de l'échange ont créé une situation défavorable malgré les crédits budgétaires consacrés à l'irrigation et à l'aménagement des terres, malgré les mesures législatives en vue de l'amélioration du régime foncier et malgré la création de coopératives agricoles.

6. En Syrie, des progrès sensibles ont été enregistrés au cours des 10 dernières années. Entre 1950 et 1957, le revenu national a augmenté de 75 p. 100 dans le secteur agricole et de 85 p. 100 dans le secteur industriel. Au cours de la période 1953-1957, le revenu réel par habitant a augmenté de 4 p. 100 par an et cette augmentation a été réalisée presque exclusivement à l'aide des ressources internes et d'une façon générale grâce à l'initiative privée. De 1957 à 1960, la production industrielle a continué à progresser, mais la production agricole a marqué un recul sensible dû à des périodes de sécheresses prolongées, ce qui a entraîné une baisse du revenu national. Le Gouvernement syrien a fait de grands efforts pour perfectionner son système d'irrigation et pour développer l'enseignement. Il s'est, en outre, appliqué à adapter ses institutions à la complexité de la vie moderne.

7. La délégation syrienne estime que l'on a suffisamment étudié les principaux aspects des problèmes qui se posent aux pays en voie de développement et qu'il est temps de formuler des propositions concrètes, sous forme de résolutions adoptées par l'Assemblée générale, de façon à réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Pour sa part, la délégation syrienne approuve sans réserve la décision de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement chargée d'étudier à la fois les problèmes du développement et du commerce en vue d'arriver à des solutions concrètes et pratiques. Etant donné la détérioration constante des termes de l'échange, la Syrie est en faveur de la création d'un fonds d'assurance pour le développement, ou d'un autre mécanisme du même genre, qui permettrait de stabiliser les recettes d'exportation des pays de production primaire. Comme une grande partie des ressources des pays peu développés doit être consacrée à la mise en place de leur infrastructure économique et sociale, il faudrait que les pays développés prennent, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui lui sont rattachées, des mesures propres à accroître les ressources financières mises à la disposition des pays en voie de développement. Il est vrai que les activités de l'AID dans ce domaine sont très utiles, mais l'idée de créer un fonds d'équipement des Nations Unies mérite d'être étudiée de façon approfondie. La délégation syrienne estime cependant que seul le désarmement pourrait libérer les ressources nécessaires au développement économique de toute la communauté mondiale.

8. De nombreuses délégations ont exprimé des craintes au sujet du Marché commun européen. Il faut espérer que les mesures prises par la Communauté économique européenne n'entraîneront pas la formation d'autres blocs économiques destinés à protéger les intérêts nationaux et régionaux.

9. Etant donné les possibilités limitées des marchés nationaux, il semble que les pays appartenant à une région relativement homogène devraient étudier les possibilités de spécialisation intrarégionale qui auraient pour résultat une allocation plus rationnelle des ressources d'investissements, et une diversification plus réaliste des économies nationales, des structures industrielles plus satisfaisantes, un accroissement du commerce intrarégional et des niveaux de revenus plus élevés.

10. On sait que l'application des techniques modernes dans les pays fortement industrialisés est largement fonction des conditions qui existent dans ces pays. Il semble que la mise au point de nouveaux procédés, de techniques, d'instruments et de biens d'équipement correspondant mieux aux ressources des pays en voie de développement faciliterait beaucoup le développement de ces pays. Les efforts communs des pays industrialisés et des pays en voie de développement pour effectuer des recherches dans ce sens pourraient se révéler très profitables.

11. On a réduit l'importance de la section qui s'occupe, au Secrétariat, des études et recherches relatives au Moyen-Orient à un moment où les Nations Unies décentralisent leurs activités économiques et sociales et renforcent leurs commissions économiques régionales. Malheureusement, il n'existe pas pour le Moyen-Orient de commission économique régionale dont les pays arabes pourraient bénéficier. La délégation

^{1/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.II.C.2.

gation syrienne s'associe pleinement aux craintes exprimées par les autres pays arabes au sujet de la Section des études sur le Moyen-Orient. La réorganisation de ce service, qui pourrait travailler en étroite collaboration avec les gouvernements de la région, permettrait de mieux comprendre les problèmes régionaux et faciliterait le développement économique et social. Il faut donc espérer que les mesures suggérées par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales dans la déclaration qu'il a faite au Conseil économique et social lors de sa trente-quatrième session (1213ème séance) seront prises très prochainement.

12. L'Assemblée générale, dans sa résolution 1708 (XVI), invitait les gouvernements à demander au Fonds spécial l'assistance nécessaire pour la création d'instituts de développement et de planification économiques. Il convient de noter que des instituts de ce genre ont déjà été créés ou vont l'être incessamment dans les régions de la CEPAL, de la CEAEO et de la CEA. La création d'un institut de ce genre pour les pays arabes comblerait une lacune dans les domaines de la formation, des services consultatifs et de la recherche. Beaucoup de pays arabes de la région ont déjà élaboré des plans nationaux de développement dont l'exécution est fortement compromise par le manque de personnel qualifié, le manque de services consultatifs et l'absence de recherches suffisantes. La délégation syrienne envisage, de concert avec les autres pays arabes intéressés de la région, de demander au Fonds spécial l'assistance nécessaire pour la création d'un institut. Il est évident que la réorganisation et le renforcement de la Section des études sur le Moyen-Orient faciliteraient la création et le fonctionnement de cet institut.

13. En terminant, M. Tomeh rappelle que, s'il appartient aux pays en voie de développement de s'efforcer eux-mêmes de rattraper leur retard économique, il incombe aux nations développées de les y aider en prouvant, par une action constructive, qu'ils sont capables d'édifier un monde meilleur pour tous.

14. M. HELELA (Finlande) constate qu'en raison des besoins urgents des pays à revenu faible, on a adopté au cours des récentes années de nouvelles formules qui ont le mérite d'aller au fond du problème. Ainsi, quand on utilise l'équation: développement égale croissance plus évolution, on indique clairement qu'il faut ajouter à la notion purement économique du développement des considérations relatives au progrès de la technique, à la poussée démographique, à l'influence des institutions et à l'importance du facteur humain.

15. Pour sa part, la délégation finlandaise appuie chaleureusement toutes les mesures ayant pour objet d'élever le niveau de l'éducation dans les pays en voie de développement et elle attache une importance particulière à la formation des cadres techniques. Mais il semble qu'on ait eu tendance récemment à surestimer l'importance d'une éducation formelle. Il faut se rappeler que, dans les pays d'Europe, le processus d'industrialisation a commencé alors que le niveau d'instruction de la majorité de la population était assez bas. La suppression de l'analphabétisme et l'élévation du niveau de l'instruction ont été des phénomènes concomitants accompagnant la croissance économique. Il ne faut donc pas s'exagérer les difficultés qu'auront les pays en voie de développement à s'adapter aux activités industrielles. Mais

le Secrétaire général a soulevé un point important dans son rapport sur les mesures proposées pour la Décennie des Nations Unies pour le développement (E/3613) lorsqu'il a souligné qu'on n'avait pas eu suffisamment recours à la science et à la technique pour chercher à résoudre les problèmes propres aux pays sous-développés. De même, on peut dire qu'en choisissant telle ou telle technique on n'a pas toujours accordé toute l'attention voulue à l'insuffisance relative de certains facteurs de production ou à la qualité de la main-d'œuvre disponible. Comme l'a dit le représentant de la Syrie, les pays industrialisés et les pays en voie de développement auraient intérêt à unir leurs efforts pour encourager des recherches dans ce sens, compte tenu de l'expérience acquise par l'ONU dans ce domaine.

16. Au cours des 10 années passées, l'ONU a progressivement diversifié son action dans le domaine du développement économique et possède maintenant un certain nombre d'institutions qui doivent permettre de passer insensiblement de la phase des discussions à celle de l'action. C'est dans cet esprit que les Etats Membres se sont engagés à atteindre les objectifs fixés pour la Décennie des Nations Unies pour le développement, programme auquel les pays scandinaves ont promis d'apporter tout leur concours. Il convient néanmoins, lorsqu'on examine les objectifs de la Décennie, de tenir compte de certains problèmes. En premier lieu se pose la question de la détérioration des termes de l'échange. La question des produits primaires ne pourra, certes, être résolue du jour au lendemain, mais il est permis d'espérer qu'à la lumière de l'expérience déjà acquise dans ce domaine une action concertée permettra de trouver durant la Décennie une formule généralement acceptable. Pour sa part, la délégation finlandaise est prête à appuyer toutes les mesures qui pourraient réduire les difficultés auxquelles se heurtent de ce fait les pays en voie de développement.

17. D'autre part, le phénomène de l'intégration économique régionale pose indiscutablement de nouveaux problèmes. La libéralisation des échanges à l'intérieur de chaque région ne permet plus, par exemple, d'appliquer certaines mesures de contrôle des importations qui pouvaient jusque-là épauler la politique monétaire et budgétaire en période de déclin de la demande totale. La question se pose de savoir si les fluctuations économiques ne seront pas plus prononcées encore à l'avenir qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, et si les pays associés en groupements régionaux sont prêts à recourir à cet égard à une action concertée. Sans doute les plans d'intégration économique régionale peuvent être considérés comme marquant une étape importante vers l'élimination des barrières artificielles à l'expansion du commerce mondial, mais les résultats ne seront peut-être avantageux que si la division du travail se fait non seulement à l'intérieur de chaque région mais aussi entre les diverses régions du monde. La prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement permettra de passer en revue les problèmes intéressant le commerce international et d'examiner les mesures propres à l'intensifier. Mais cette conférence ne pourra donner des résultats pratiques que si elle a été précédée d'une période de préparation minutieuse, et pas uniquement à l'échelon national.

18. Pour ce qui est de la stratégie à adopter en matière de développement, on peut se demander comment

atteindre au mieux l'objectif d'une croissance auto-entretenue, soit en créant des industries permettant de réduire les importations, soit en créant de nouvelles industries en vue de l'exportation, comme l'on fait les pays scandinaves, il y a plus d'un siècle, au début de leur période de développement. Sans doute, la prospérité d'une industrie d'exportation ou d'usines modernes travaillant pour le marché intérieur ne suffit-elle pas toujours à assurer une croissance auto-entretenue. Il importe à ce sujet d'attacher plus d'importance aux idées exposées par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales dans sa déclaration (795ème séance): il indiquait, d'une part, que les pays en voie de développement devraient examiner sérieusement dans quelle mesure l'ouverture des marchés extérieurs pourrait être une solution préférable à l'absorption d'une aide extérieure; il soulignait, d'autre part, que les pays industrialisés ont la possibilité de remplacer des programmes d'assistance par l'adoption d'une politique d'importation plus libérale à l'égard des pays en voie de développement.

19. A ce propos, la délégation finlandaise note avec satisfaction l'esprit de coopération dont ont fait preuve les signataires de la Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) et espère que, de leur côté, les commissions économiques régionales pourront contribuer à intensifier les échanges commerciaux sur le plan régional et à favoriser la division du travail dans les régions et entre régions. Il est fort possible que durant la Décennie tout le système actuel des échanges internationaux subisse une profonde transformation; il appartiendra aux pays en voie de développement mais aussi aux pays industrialisés de rechercher de nouveaux moyens d'assurer le maintien d'un taux de croissance satisfaisant.

20. M. Helelä note que l'économie finlandaise est arrivée au stade où le revenu national net par habitant s'élève à 1 000 dollars par an. L'économie n'a donc pas encore atteint un degré de maturité suffisant et les années 60 poseront pour la Finlande de sérieux problèmes de développement. Il lui faudra à la fois diversifier son économie et développer des marchés d'exportation pour de nouveaux produits manufacturés. La Finlande étant un pays importateur de capitaux, les objectifs qu'elle s'est assignés pour cette période ne pourront être atteints qu'en recourant à des emprunts importants à l'étranger.

21. M. SINU (Roumanie) constate que les progrès de la pensée et de la science donnent aujourd'hui à l'humanité l'espoir de pouvoir réaliser son aspiration la plus légitime, c'est-à-dire d'élever le niveau de vie économique et social de tous les peuples. Parmi la multitude de facteurs qui influent actuellement sur l'économie mondiale, les membres de la Commission ont essentiellement pour tâche de rechercher en commun les éléments déterminants de manière à les analyser et à proposer les mesures concrètes qui s'imposent. L'examen de la conjoncture auquel s'est livré le Conseil économique et social à sa trente-quatrième session a fait apparaître les changements considérables survenus depuis 10 ans. Si ces derniers sont dus, à la base, au jeu complexe de divers facteurs, leur cours n'en a pas moins été déterminé uniquement par deux phénomènes décisifs.

22. Tout d'abord, le développement continu de l'économie des pays socialistes a exercé une influence favorable sur l'économie mondiale. Ces pays participent de plus en plus à la production et renforcent sans cesse la puissance de leur industrie. Ainsi,

leur production industrielle s'est accrue de 13 p. 100 par an pendant la période 1950-1959, ce qui est l'un des taux d'expansion les plus élevés du monde. En attachant une grande importance à l'industrie lourde, qui fournit l'équipement industriel, ils ont pu développer régulièrement leur agriculture et leur industrie légère ainsi que la construction de logements. Grâce à cette expansion ininterrompue, les pays socialistes ont accru leurs relations économiques bilatérales avec un nombre toujours plus grand de pays, sans établir de distinction entre les nations de régime politique ou social différent car ils sont partisans de relations commerciales fondées sur l'égalité des droits et des avantages mutuels. Ils aident concrètement les pays en voie de développement à consolider leur indépendance en édifiant une économie stable dans l'intérêt de leurs peuples.

23. Le second facteur remarquable des 10 dernières années est l'apparition, à la suite de la désintégration du système colonial, de nouveaux Etats indépendants vivement désireux de progresser. Des pays d'Asie comme l'Indonésie, l'Inde et la Birmanie, ainsi que certains pays d'Afrique et d'Amérique latine, ont déjà obtenu des résultats intéressants, mais ils se heurtent tous aux obstacles suscités par l'attitude néo-colonialiste des anciennes métropoles et n'avancent que fort lentement et au prix de grands sacrifices.

24. D'après le Secrétariat, le revenu national par habitant n'a augmenté que de 1 p. 100 par an pendant la période 1950-1959 dans les pays sous-développés, de sorte que l'écart entre ces pays et les nations industrielles capitalistes s'est encore accru. Les rapports commerciaux qu'ils entretiennent avec les pays capitalistes sont en effet fondés sur l'inégalité et leur position internationale n'a cessé de s'aggraver. D'après l'étude du GATT intitulée Le commerce international en 1960, la participation des pays sous-développés aux exportations mondiales est tombée de 31,5 p. 100 à 24,7 p. 100 pendant les années 1953-1960, alors que celle des pays industrialisés est passée de 58 p. 100 à 63 p. 100; malgré la richesse des ressources matérielles de l'Amérique latine, la part de ce continent dans le commerce mondial est tombée, de même, de 11 p. 100 à 7 p. 100 pendant la période 1950-1960. En outre les termes de l'échange des pays sous-développés se sont détériorés particulièrement dans les pays d'Amérique latine, où, d'après le Secrétariat, il sont parfois inférieurs de 50 p. 100 à leur niveau d'il y a 30 ans. Leurs produits se heurtent d'autre part à d'innombrables discriminations, et l'on peut citer à ce propos l'exemple éloquent de l'Uruguay, dont 30 produits — absorbés à 85 p. 100 par 19 pays d'Europe occidentale — sont frappés d'au moins 500 mesures restrictives différentes, y compris celles qui sont prévues par le GATT. Enfin, il ne faut pas oublier l'effet négatif de la politique d'écoulement des excédents, de produits alimentaires en particulier.

25. Les pertes qu'ils ont subies de ce fait ont privé les pays sous-développés d'une source importante de capitaux pour financer leurs plans d'industrialisation, qui n'ont progressé que très lentement. La production industrielle ne représente encore qu'un cinquième de leur produit national, ce qui y provoque d'ailleurs une augmentation du chômage. Les Nations Unies les aident à établir des programmes d'industrialisation, mais n'accordent pas assez de poids à l'un des facteurs fondamentaux, à savoir la mise en

valeur des ressources naturelles dans le propre intérêt du pays où elles se trouvent. On n'ignore pas que plus de 80 p. 100 des réserves mondiales de pétrole, plus de 60 p. 100 des réserves de minerai de fer, 70 p. 100 des réserves de cuivre et plus de 90 p. 100 des réserves mondiales de bauxite — sans compter les vastes terres incultes et les immenses réserves d'énergie hydraulique inexploitées — se trouvent dans les pays sous-développés d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Mais ces pays ne sont pas maîtres de ces ressources, qui appartiennent en grande majorité aux monopoles étrangers. L'exportation vers les pays capitalistes industrialisés des bénéfices réalisés par ces sociétés étrangères — qui dépassent généralement chaque année les montant des investissements effectués — privent les pays sous-développés de leurs propres richesses. Malgré les mesures de protection prises par certains pays, telles que les nationalisations, la révision des clauses de concession et la limitation du transfert des bénéfices à l'étranger, l'industrie extractive n'est plus une base de développement national, mais un moyen de transformer l'économie en une annexe de celle des pays industrialisés.

26. D'autre part, l'assistance financière étrangère ne joue pas le rôle productif qu'elle pourrait avoir si elle était offerte à des conditions avantageuses. Actuellement, elle est souvent si incertaine que le pays bénéficiaire ne peut élaborer de plans à long terme. Dans certains cas, elle est largement inférieure aux pertes subies dans le commerce extérieur et il arrive qu'elle serve uniquement à rembourser des dettes antérieures. Comme les organismes financiers internationaux tels que la Banque et le FMI mettent à leurs prêts la condition que le pays bénéficiaire adoptera au préalable certaines mesures économiques ou administratives, il n'est pas étonnant que les pays emprunteurs considèrent parfois que ces conditions constituent des tentatives d'immixtion dans leurs affaires intérieures.

27. Il est grand temps que l'ONU contribue davantage à supprimer tous ces facteurs économiques néfastes. La Commission devrait notamment faire sien le programme économique de désarmement proposé par l'Union soviétique (A/5233), qui ouvrirait de si grandes perspectives de progrès à tous les peuples du monde. Il est en effet inadmissible que les découvertes de la science servent à créer des moyens de destruction par suite de la politique des milieux impérialistes occidentaux, alors que des centaines de millions d'hommes réclament des mesures efficaces pour mettre fin à leur misère.

28. La constitution de groupements économiques fermés, comme la Communauté économique européenne, qui appliquent des tarifs douaniers discriminatoires et ferment leur marché aux produits des pays tiers, a des effets défavorables sur le commerce des pays sous-développés et sur les échanges normaux de denrées alimentaires. Les tentatives faites par les membres de la Communauté pour présenter ce groupement comme un mouvement inoffensif sont peu convaincantes. Quant aux mesures adoptées par les Etats-Unis à cet égard, elles ne représentent qu'une entente entre les monopoles américains et les monopoles d'Europe occidentale. Les Etats qui accepteront de s'associer à la Communauté ne renforceront pas leur économie, mais la subordonneront à celle de toute la coalition des puissances industrielles d'Europe. Parmi les mesures

discriminatoires, il faut encore citer les mesures intolérables et contraires aux principes de la Charte des Nations Unies, que les Etats-Unis ont adoptées à l'égard de Cuba dans le cadre d'une véritable guerre économique contre ce pays qui vient de conquérir son indépendance: ils n'ont pas hésité à interrompre totalement leur commerce avec Cuba et à inviter d'autres pays à faire de même en exerçant sur eux des pressions politiques ou économiques.

29. Considérant que le commerce international doit être fondé sur le principe de la coopération pacifique entre toutes les nations, la Roumanie souhaite la convocation, sous les auspices de l'ONU, d'une conférence internationale qui étudierait les réalisations et les perspectives du commerce international, en s'attachant tout particulièrement aux obstacles et aux tendances qui entravent le développement des échanges internationaux; la situation des marchés des produits de base et les mesures qui s'imposent pour stabiliser les prix; la possibilité de transformer la CEE et les autres commissions économiques régionales en véritables instruments de coopération; et l'opportunité de créer une organisation internationale du commerce ouverte à tous les Etats, qu'ils soient Membres de l'ONU ou non, sans distinction de régime social ou de niveau de développement économique, et chargée d'examiner la conjoncture internationale, ainsi que les problèmes de la formation des prix et des conditions de transport et de transit et les conditions d'octroi des crédits commerciaux. Sous ses auspices, on pourrait organiser des rencontres régionales, inter-régionales ou internationales pour analyser périodiquement les progrès réalisés dans la voie de la libération des échanges. L'organisation devrait coopérer étroitement avec la Commission du commerce international des produits de base, la FAO, les commissions économiques régionales et tous les organismes économiques internationaux. Comme la conférence internationale a été jugée indispensable par un grand nombre de pays, et notamment par ceux qui ont participé à la Conférence sur les problèmes de développement économique tenue au Caire, il importe de la préparer sans retard de manière à la convoquer en 1963. Pour prendre sa décision, la Deuxième Commission devrait se fonder sur le projet de résolution déposé à cet effet par l'Union soviétique (A/C.2/L.645).

30. En terminant, M. Sinu donne un aperçu des réalisations obtenues par son pays depuis qu'il est devenu maître de sa destinée après la seconde guerre mondiale. Depuis que ses ressources ne sont plus exploitées par les grands monopoles étrangers, la Roumanie a pu mobiliser toutes ses forces matérielles et humaines pour relever son niveau de vie économique et social. Sa production industrielle est aujourd'hui six fois supérieure à celle de 1938 et s'est accrue pendant les trois dernières années à un rythme de 15,8 p. 100, c'est à dire supérieur à celui qui était prévu par le plan de six ans portant sur les années 1960-1965. La Roumanie produit maintenant près de 2,5 millions de tonnes d'acier et sa production d'électricité a atteint près de 9 milliards de kWh. Elle n'importe plus ni l'outillage industriel destiné à la prospection pétrolière, ni les produits supérieurs du pétrole, car elle fabrique elle-même son équipement complexe et a même créé une industrie chimique et pétrochimique. Un réseau étendu d'instituts d'enseignement et de recherche forment ses techniciens ou même certains cadres des pays sous-développés. L'analphabétisme a disparu et la durée de l'ensei-

gnement obligatoire sera portée à huit ans. Les salaires réels et les revenus des paysans ont sensiblement augmenté. La Roumanie fait des échanges commerciaux de plus en plus importants avec plus de 80 pays, de régimes social et politique différents. Elle se déclare en faveur de la coexistence pacifique et notamment de la conclusion d'un traité de désarmement général et complet et de la suppression des barrières commerciales artificielles, de manière à instaurer entre tous les Etats des relations multilatérales fondées sur le principe de l'égalité des droits et des avantages mutuels.

31. Mme WRIGHT (Danemark) rappelle que son pays a été membre du Conseil économique et social à deux reprises, d'abord dans les premières années de l'Organisation, période d'étude, de rapports et de recommandations sur des questions d'ordre économique, social et culturel, puis, récemment, pendant la période qui s'achève, avec la décision de proclamer la Décennie des Nations Unies pour le développement et de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ces deux périodes marquent des étapes extrêmement importantes.

32. Mme Wright ne partage pas l'avis du représentant de la Yougoslavie selon lequel le temps des recherches, des études et des analyses est révolu et le moment est venu de passer à l'action. Il lui semble plus exact de dire que le temps des efforts dispersés est révolu et que le moment est venu d'aborder de façon concertée les problèmes complexes de la croissance et du développement. L'ONU a graduellement augmenté ses efforts en faveur de l'industrialisation, du logement, de l'assistance technique et des activités de pré-investissement; la Banque mondiale, le FMI et l'AID accordent des prêts à des conditions avantageuses. Peut-être faudra-t-il que l'ONU donne plus d'importance au financement de l'infrastructure économique, notamment dans le domaine des transports; en effet, comme l'a fort bien indiqué le représentant du Ghana au Conseil d'administration du Fonds spécial, l'absence d'un système de transport satisfaisant compromet l'accès au marché mondial, ce qui a pour conséquence de réduire sérieusement les effets bien-faisants de la diversification de l'industrie et de l'agriculture. En réalité, il faut mettre au service de la cause du développement un puissant appareil dont les éléments existent déjà; il suffit d'un effort concerté pour utiliser les moyens disponibles et aider les pays en voie de développement à participer, sur un pied d'égalité, à l'édification d'une économie mondiale en expansion reposant sur la fondation solide d'un échange fructueux de biens et de services. C'est de cette idée que s'est inspiré le Conseil lorsqu'il a décidé de convoquer une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Nul n'a contesté l'utilité d'une telle conférence. Il reste seulement à décider de questions d'ordre administratif et pratique, comme la date de la Conférence et les propositions à faire au Comité préparatoire chargé d'en établir l'ordre du jour.

33. En tant que membre de ce comité préparatoire, le Danemark juge utile d'exposer ses vues générales sur la question. La Conférence devrait avoir lieu à une date aussi rapprochée que possible. Le Comité préparatoire se réunira au printemps prochain. S'il devait faire rapport au Conseil avant sa session d'été, il ne pourrait tenir suffisamment compte des vues exprimées à la Commission durant la dix-

septième session de l'Assemblée générale; il ne pourra donc établir l'ordre du jour de la Conférence avant le mois d'août, au plus tôt. Cela fait, il faudra — au moins en ce qui concerne le Danemark — plusieurs mois de préparation, étant donné la part importante du commerce international dans le revenu national de ce pays. De plus, la situation financière de l'ONU demande qu'on réduise au minimum les dépenses d'administration, ce qui ne serait pas le cas si la Conférence devait avoir lieu au moment où se tiendra la dix-huitième session de l'Assemblée générale. En conséquence, le Danemark estime qu'il ne lui sera pas possible d'être prêt à participer à la Conférence avant le début de 1964.

34. Comme l'a dit le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales (795ème séance), la réorientation du commerce mondial est inévitable. Il reste à voir si elle sera le résultat d'une lutte entre des groupements commerciaux importants ou si l'ONU pourra faire prévaloir l'idée d'une action concertée en vue d'une solution globale assurant la prospérité de tous. Si la Conférence adopte l'idée de stabilisateurs automatiques conduisant à l'expansion du commerce multilatéral dans la phase déclinante d'un cycle économique, elle aura contribué pour beaucoup à protéger la croissance des pays à structure économique encore mal assurée des dangers de l'instabilité et d'une conjoncture adverse. Il est réconfortant que les premiers ministres des pays du Commonwealth aient été unanimement d'accord pour reconnaître que l'amélioration des possibilités d'échanges commerciaux est plus importante encore que l'aide financière et qu'ils se soient engagés à favoriser de leur mieux l'expansion harmonieuse du commerce international, ainsi qu'il ressort du communiqué publié à l'issue de leur conférence du mois de septembre 1962.

35. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devra, d'autre part, étudier les moyens d'aider les pays en voie de développement à adapter leur économie de façon à pouvoir jouer pleinement leur rôle dans les échanges internationaux; pour ce faire, ils devront diversifier leur économie et ils n'y parviendront qu'avec le concours de capitaux et dans une atmosphère de stabilité relative. La tendance à la baisse des prix des produits primaires fait sérieusement obstacle à leurs efforts; il faut se féliciter à cet égard que la Commission du commerce international des produits de base ait proposé que le FMI contribue davantage à compenser les fluctuations des recettes d'exportation des pays producteurs. Pour remédier à la détérioration des termes de l'échange, le Danemark est partisan du recours aux accords internationaux par produits, sur la base de la régularisation du commerce international de ces produits, de la suppression des marchés intérieurs protégés et de la limitation des productions peu économiques. Lorsqu'un accord entraîne une limitation de la production, il faut prévoir certaines clauses en vue de compenser les effets défavorables de cette mesure pour les pays sous-développés intéressés et accorder une assistance financière pour la création d'entreprises pouvant utiliser la main-d'œuvre sans emploi. Ces mesures ne devront jamais constituer une fin en soi, mais une étape vers la diversification et l'industrialisation des pays intéressés.

36. La délégation danoise estime que les pays ayant récemment accédé à l'indépendance ont été bien inspirés en favorisant leur intégration dans l'éco-

nomie mondiale par la voie de la planification régionale, plutôt que seulement nationale. Le processus de diversification a souvent eu à souffrir d'un marché intérieur trop restreint; l'intégration régionale de pays arrivés au même stade de développement doit permettre d'assurer aux nouvelles industries un marché régional suffisamment important pour une exploitation rentable. L'aide bilatérale et multilatérale pourra faciliter cette adaptation. Si toutes ces mesures permettent de créer dans ces pays un climat de stabilité, il n'est pas défendu d'espérer que les capitaux privés trouveront intérêt à apporter, eux aussi, leur contribution aux programmes nationaux et régionaux de développement. Pour encourager l'action internationale dans ce domaine, le Gouvernement danois donne tout son appui à des accords multilatéraux qui protégeraient l'investisseur contre des risques non commerciaux ou lui garantiraient au

moins une indemnité en cas de perte. Toute solution constructive que la Conférence pourra apporter à cet égard intéressera certainement à titre égal les pays importateurs et les pays exportateurs de capitaux.

37. Il faut surtout éviter de répéter les erreurs qui ont été commises par la Société des Nations lors de la Conférence économique internationale de 1927. Les pays industrialisés ont appris depuis longtemps à amorcer, dès le début des crises économiques, des mesures anticycliques. Il convient de les appliquer aussi sur le plan international afin d'imprimer à l'économie mondiale l'élan nécessaire pour résister aux récessions et à leurs conséquences nuisibles pour la structure délicate des échanges internationaux essentiels au maintien de la paix et à la prospérité du globe.

La séance est levée à 12 h 20.